

**RAPPORT N° 2025/3-22
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025**

OBJET

CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAUTAIRE POUR L'EXPLOITATION D'UN LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION DE TYPE SNACK-BAR SITUE EN FACE DE L'ENTREE DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE – AVENANT N°1

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

La CINOR a construit dans le cadre de la valorisation de l'entrée du Stade en Eaux Vives Intercommunal (SEVI), un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar au Bocage à Sainte-Suzanne.

A l'issue de la consultation sous forme de procédure simplifiée visant à attribuer le local à un exploitant, le Bureau Communautaire en date du 12 décembre 2024 a approuvé l'attribution du contrat de concession de service valant autorisation d'occupation temporaire (AOT) à l'entreprise individuelle « chez ti mais » représentée par Monsieur Patrice OGIRE.

Cependant, suite au passage du cyclone Garance en février 2025, le local a subi des dégâts importants notamment au niveau de la toiture le rendant non fonctionnel.

Aussi, considérant que l'occupant n'a pas pu bénéficier des avantages procurés par la jouissance privative du domaine public jusqu'à la fin des travaux de réparation du local, il est proposé un avenant au contrat de concession ayant pour objet d'accorder une prorogation de la période de franchise de 3 mois après la date de réception des travaux de réparation des dégâts du cyclone par la CINOR et une prorogation du délai de démarrage de l'activité à l'issue d'un délai de 3 mois à compter de la date de réception des travaux de réparation effectués par la CINOR.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver l'avenant N°1 de la concession de service valant autorisation d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'exploitation d'un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar situé en face de l'entrée du stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne,
- autoriser le Président à signer l'avenant N°1 du contrat relatif à cette concession de service avec l'entreprise individuelle « Ti mais » représentée par Monsieur Patrice OGIRE et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2025/3-22
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAUTAIRE POUR L'EXPLOITATION D'UN LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION DE TYPE SNACK-BAR SITUE EN FACE DE L'ENTREE DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE – AVENANT N°1

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-22 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-22-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant N°1 de la concession de service valant autorisation d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'exploitation d'un local destiné à accueillir une activité de restauration de type snack-bar situé en face de l'entrée du stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne,

ARTICLE 2

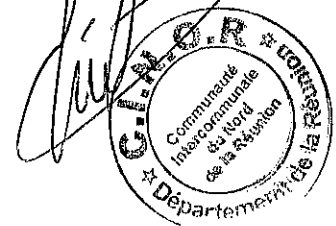
D'autorise le Président à signer l'avenant N°1 du contrat relatif à cette concession de service avec l'entreprise individuelle « Ti maïs » représentée par Monsieur Patrice OGIRE et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre

Nombre de votants : 13 Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250626-BC2025-3-22-DE Date de télétransmission : 09/07/2025 Date de réception préfecture : 09/07/2025
--